

L'INTERSYNDICALE SATISFAITE DU PREMIER JOUR DE GRÈVE

Fortes pressions sur les grévistes

Evaluant le premier jour de grève, l'intersyndicale de la Fonction publique s'est dit satisfaite de la mobilisation des travailleurs. Les syndicalistes déplorent néanmoins les pressions exercées sur les grévistes. Le ministre de l'Éducation s'est, encore une fois, illustré en demandant aux directeurs de l'éducation des différentes wilayas de lui transmettre les noms des grévistes en vue de les sanctionner. Dans certaines administrations, les responsables ont menacé les travailleurs de décaler les jours de grève de leur salaire. Plus grave encore, un membre fédéral du Supérieur a été physiquement agressé par son supérieur.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Refusant de tomber dans la traditionnelle guerre des chiffres, les syndicats autonomes composant l'intersyndicale (Cla, Cnapest, Satef, Snapap, SNTE, SNPEPM, Ceca et la coordination des sections Cnes) estiment que le débrayage de trois jours a eu le mérite d'imposer le débat au sujet de la grille des salaires et du pouvoir d'achat.

Pour le porte-parole du Snapap, M. Hadj Djilani, la grève a permis de «casser le mur de la peur». Il s'étonne d'ailleurs que le pouvoir en place réagisse par des déclarations généralistes à des

revendications bien identifiées. «Nous, lorsqu'on saisit le chef du gouvernement, on le fait par écrit, on fait part de nos doléances. Le gouvernement, lui, préfère répondre par le biais du ministre de la Communication qui se contente de lancer une pseudo invitation au dialogue à l'occasion d'une conférence de presse».

Le porte-parole du Conseil des lycées d'Alger, M. Boukhetta a, pour sa part, estimé qu'une grève était loin de ressembler à une élection pour céder à la tentation des chiffres. «Notre plus grande victoire, c'est la dynamique qui est en train de se mettre



Une adhésion totale.

en place. Avant le forcing des syndicats autonomes, il n'y avait aucun débat sur le statut de la Fonction publique et les statuts particuliers. Les pouvoirs publics ont prouvé leur incapacité à gérer ce dossier, en témoignent les déclarations contradictoires sur l'entrée en vigueur des augmentations de salaires promises». Mme Benzouchi, qui représente le Conseil des enseignants contractuels (CECA)

a, quant à elle, réitéré les revendications du corps qu'elle représente, rappelant que plus de 40 000 contractuels attendent toujours d'être régularisés tandis qu'un grand nombre d'entre eux attendent leurs salaires depuis des mois. Les syndicalistes ont saisi cette occasion pour rappeler le maintien du sit-in prévu ce matin devant le Palais du gouvernement.

N. I.

DEUXIÈME JOUR DE DÉBRAYAGE

Les cours n'ont pas eu lieu

Au deuxième jour de grève à l'appel de l'intersyndicale de la Fonction publique, les lycées sont restés vides. Les enseignants ont poursuivi massivement leur mouvement de protestation. Les lycéens n'ont pas eu cours. Même topo pour ceux du paramédical.

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - À midi, pas de lycéens aux abords de leurs établissements. Beaucoup d'entre eux n'ont même pas fait le déplacement. Et pour cause, la veille, les enseignants ont déserté les estrades. Ils ont débrayé. Au lycée Ibn-Nass, se trouvant à la place du 1er-Mai, les enseignants sont sortis de l'établissement sans avoir prodigué de cours. Interrogé, un enseignant de langue arabe relèvera qu'au sein du lycée Ibn-Nass, le mot d'ordre est large-

ment suivi. «Moi-même, je suis en grève car j'estime que c'est la seule façon pour faire avancer les choses et améliorer notre situation», a déclaré cet enseignant ayant cumulé plusieurs années d'enseignement. Le même son de cloche chez plusieurs enseignants rencontrés. Une surveillante au sein de cet établissement a souligné que les lycéens, des trois années secondaires, ont été libérés dès 10 h. «Des enseignants étaient présents dans l'établissement mais n'ont pas donné de cours. Ils ont clairement signifié qu'ils étaient en grève», a-t-elle ajouté.

À quelques mètres de là, se trouve le lycée El-Idrissi.

Les quelques adolescents se trouvant aux abords sont sans cartable. «Nous savions que nous n'aurions pas cours parce que les profs sont en grève. Nous

sommes venus juste pour nous rencontrer» confiera un jeune adolescent. Les mêmes échos nous sont parvenus des différents lycées à l'image de celui de Dely-Ibrahim. Les cours n'ont pas été également dispensés à l'école de formation paramédicale de la wilaya d'Alger. Seuls les contractuels, payés à l'heure, ont travaillé. La matinée, les cours ont été assurés par les enseignants vacataires ainsi que trois enseignants permanents stagiaires. L'après-midi, les cours ont été assurés par sept enseignants vacataires. Hadj Smaïn, président du Syndicat national des enseignants du paramédical, a souligné que les douze enseignants permanents programmés durant cette journée étaient en grève. En somme elle est suivie à 100%.

M. O.

SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

Soutien aux adjoints de l'éducation et grève à partir du 24 février

La Coordination nationale des adjoints de l'éducation qui active sous la houlette du Syndicat nationale des travailleurs de l'éducation a tenu une assemblée générale dans laquelle les débats ont essentiellement tourné autour des problèmes de cette catégorie de fonctionnaires.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Au cours des travaux, il a été expliqué que le rôle des adjoints était aussi important que le reste des corps de l'éducation nationale. Au sujet de la classification des adjoints à l'échelle 7 de la Fonction publique, le respon-

sable de la coordination a mentionné que ce n'est pas de la faute du ministère de tutelle. Il n'en demeure pas moins que des négociations ont été entamées afin de revoir cette grille.

Les pourparlers ont conduit à la révision à la hausse de la

grille d'un point mais cela reste insuffisant, a-t-on expliqué. L'évolution de la carrière a aussi été abordée.

Selon les conférenciers, la configuration du plan de carrière ne concerne en rien les adjoints d'éducation. Un fonctionnaire qui commence sa carrière dans ce poste, partira à la retraite avec le même grade. C'est ainsi qu'il a été demandé la création du titre d'adjoint principal, avec la possibilité d'avancement dans les échelons. Il reste que cette

question a été assujettie à des cycles de formation continue pour l'accès à un DEUA.

Le représentant du SNTE a demandé aux adjoints de l'éducation de rester groupés au sein de la coordination. Selon lui, d'autres syndicats tentent de torpiller cette organisation en créant leur propre entité d'adjoints de l'éducation. Le SNTE a par ailleurs appelé à une grève de deux jours à partir du 24 février prochain.

N. M.

BÉJAÏA

Le mot d'ordre massivement suivi dans le secondaire

Le mouvement de protestation de trois jours, initié depuis dimanche passé par les syndicats autonomes de la Fonction publique, a été partiellement suivi dans la wilaya de Béjaïa. C'est dans le secteur de l'enseignement secondaire que la consigne de grève a connu un franc succès avec un taux de suivi avoisinant les 82%, selon les syndicalistes du Cnapest. Dans les établissements du primaire et du moyen où le Syndicat d'entreprise des travailleurs de l'éducation (Sete), affilié à l'UGTA, est fortement implanté, le taux de participation au débrayage ne dépasserait pas les 20%. S'agissant du secteur administratif, hormis le chef-lieu de wilaya où seuls les travailleurs de l'APC de Béjaïa ont observé fidèlement le mot d'ordre de grève, à travers la vallée de la Soummam et la région du Sahel, l'ensemble des municipalités comme Sidi-Aïch, Fenaïa, Sidi-Ayad, Toudja, El-Kseur, Tifra, Tizi-N'berber, Aokas, a été totalement paralysé. La consigne de grève a été légèrement suivie par le personnel paramédical et les enseignants de l'université Abderrahmane-Mira.

Par ailleurs, une cinquantaine de travailleurs du service d'intendance de l'éducation a observé un rassemblement de protestation dans la matinée d'hier devant le siège de la direction de l'éducation de Béjaïa. Tout en rejetant «globalement le projet du statut particulier présenté par le département de Benbouzid», le bureau de la coordination du personnel d'intendance de la wilaya de Béjaïa a fermement dénoncé dans une déclaration rendue publique «(sa) marginalisation» par «la tutelle syndicale, la FNTE». Dans le même document, la coordination d'intendance de Béjaïa a lancé un appel au bureau national de la même organisation à «rejoindre» l'intersyndicale et organiser une journée de protestation à Alger pour faire «avancer les propositions de notre corporation», déclarent les syndicalistes du personnel d'intendance de l'éducation de Béjaïa.

A. Kersani

AÏN-TÉMOUCHENT

Les lycées paralysés

Le mot d'ordre de grève décidé par l'intersyndicale des syndicats autonomes de la Fonction publique a été largement suivi dans les 16 établissements secondaires que compte la wilaya de Aïn-Témouchent.

Pour le premier jour de ce débrayage de trois jours, le taux de suivi a dépassé les 90%, déclarent les professeurs affiliés au Cnapest, de même que pour le second jour où certains PES réticents le premier jour ont quand même rallié le mouvement de grève.

Hormis les vacataires qui ont assuré d'une manière régulière les cours ou de quelques professeurs non affiliés au Cnapest, la quasi-totalité des lycées et techniciens ont été désertés par les lycéens qui se sont habitués aux grèves de leurs professeurs. Quant aux autres syndicats du secteur public, on estime que le taux de suivi est très faible pour ne pas dire nul du fait qu'ils ne sont pas bien implantés dans les autres secteurs, ou parce que les fonctionnaires n'ont pas jugé utile de répondre favorablement à cette grève de protestation à laquelle a appelé l'intersyndicale.

S. B.